



PRÉFET DU BAS-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ

du **26 NOV. 2013**

mettant la société SCI STRASBOURG BAYONNE en demeure
de respecter des dispositions de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2005 réglementant son installation
située 17-23, rue de Bayonne à Strasbourg

Le Préfet de la Région Alsace
Le Préfet du Bas-Rhin

- VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I,
- VU l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2005 autorisant la société SCI STRASBOURG BAYONNE à exploiter des entrepôts sis 17-23 rue de Bayonne à Strasbourg,
- VU les constats relevés par l'inspection des installations classées au cours de la visite d'inspection du 30 septembre 2013 sur site, faisant l'objet du rapport du 31 octobre 2013,
- CONSIDÉRANT que les organes de commande nécessaires à la mise en service du bassin de confinement des eaux polluées d'extinction d'un incendie doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances conformément aux dispositions de l'article 9.2.II.d de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 décembre 2005,
- CONSIDÉRANT que l'exploitant doit établir des consignes d'exploitation et de sécurité conformément aux dispositions de l'article 14.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 décembre 2005,
- CONSIDÉRANT que le personnel doit être formé à l'utilisation des équipements et des matériels de lutte contre l'incendie, et que des exercices périodiques de défense contre l'incendie doivent être programmés conformément aux dispositions de l'article 14.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 décembre 2005,
- CONSIDÉRANT qu'un plan d'intervention doit être établi conjointement avec le SDIS conformément aux dispositions de l'article 15.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 décembre 2005,
- CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »,
- SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société SCI STRASBOURG BAYONNE est mise en demeure, pour l'installation qu'elle exploite au 17-23 rue de Bayonne à Strasbourg, de respecter sous un délai de 3 mois, à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé reprises ci-après :

Article 2 : Confinement des eaux polluées d'extinction d'un incendie

L'exploitant respecte les prescriptions suivantes de l'article 9.2.II.d de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 décembre 2005.

« Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. »

Article 3 : Règles d'exploitation et consignes

L'exploitant respecte les prescriptions suivantes de l'article 14.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 décembre 2005.

« Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, l'exploitant établit les consignes d'exploitation des différentes installations présentes sur le site.

En particulier : toutes les consignes de sécurité que le personnel doit respecter, en particulier pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, l'évacuation et l'appel aux secours extérieurs, sont affichées.

Ces consignes sont compatibles avec le plan d'intervention des secours extérieurs, établi conjointement avec le SDIS. »

Article 4 : Formation du personnel et exercices périodiques

L'exploitant respecte les prescriptions suivantes de l'article 14.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 décembre 2005.

« Le personnel est formé à l'utilisation des équipements qui lui sont confiés et des matériels de lutte contre l'incendie. Des exercices périodiques mettant en œuvre ces consignes doivent avoir lieu tous les 12 mois, les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu sont consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Article 5 : Plan d'intervention

L'exploitant respecte les prescriptions suivantes de l'article 15.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 décembre 2005.

« L'exploitant établit un plan d'intervention qui précise notamment :

- l'organisation,*
- les effectifs affectés,*
- le nombre, la nature et l'implantation des moyens de lutte contre un sinistre répartis dans l'établissement,*
- les moyens de liaison avec le SDIS du Bas-Rhin. »*

Article 6 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L171-8 du Code de l'Environnement.

Article 7 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de la société SCI STRASBOURG BAYONNE.

Article 8 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
le Maire de STRASBOURG,
le Directeur départemental de la Sécurité Publique,
le Directeur régional de l'environnement, de l'Aménagement et du Logement Alsace (service de l'inspection des installations classées),
sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera notifiée à la société SCI STRASBOURG BAYONNE.

Le Préfet

P. le Préfet,
Le Secrétaire Général

Christian RIGUET

-Délais et voies de recours

-

-Article R. 514-3-1 du Code de l'environnement

-

-Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Strasbourg): l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.